

L'École, Fleuron De La Société Congolaise : Le Rôle Central De L'école Dans La Construction Du Développement De La Nation Congolaise

[School, The Jewel Of Congolese Society: The Central Role Of Education In Building The Development Of The Congolese Nation]

MBUKILA MALAKU Rosette¹

¹Section : Histoire, Institut Supérieur Pédagogique de KITOY,
Kwilu, République Démocratique du Congo

Auteur Correspondant : MBUKILA MALAKU Rosette, rosettembukila@gmail.com



Résumé : L'école constitue l'un des principaux instruments de formation du capital humain et de transformation durable d'une société. En République démocratique du Congo, son rôle dépasse la simple transmission des connaissances, puisqu'elle participe à la formation du citoyen, au développement des compétences et à la préparation des générations futures à répondre aux défis économiques, sociaux et technologiques. Dans cette perspective, la présente étude analyse le rôle central de l'école dans la construction du développement de la nation congolaise et met en évidence les conditions nécessaires au renforcement de sa contribution au progrès national.

L'analyse s'appuie sur une approche descriptive et analytique fondée sur l'examen de la littérature et des principales dimensions éducatives, économiques, sociales et citoyennes liées à l'action de l'école. Les résultats montrent que celle-ci contribue à la formation du capital humain, à l'acquisition des compétences professionnelles, au développement de l'esprit civique, à la cohésion sociale et à la préparation des jeunes à l'innovation. Toutefois, l'insuffisance des ressources, les difficultés infrastructurelles, les inégalités d'accès et certaines faiblesses de gouvernance limitent encore la pleine réalisation de cette mission.

Le renforcement du système éducatif apparaît ainsi comme une condition essentielle du développement durable de la République démocratique du Congo. Une école mieux financée, plus équitable, adaptée aux besoins de la société et orientée vers l'innovation peut constituer un véritable moteur de transformation nationale.

Mots-cles : capital humain ; citoyenneté ; développement durable ; innovation ; compétences ; cohésion sociale ; éducation ; gouvernance.

Abstract: School is one of the main instruments for human capital formation and sustainable social transformation. In the Democratic Republic of Congo, its role goes beyond the transmission of knowledge, as it contributes to citizenship education, skills development and the preparation of future generations to address economic, social and technological challenges. From this perspective, this study analyzes the central role of school in building national development in the Democratic Republic of Congo and identifies the conditions required to strengthen its contribution to national progress.

The analysis is based on a descriptive and analytical approach relying on a review of the literature and an examination of the main educational, economic, social and civic dimensions associated with the role of school. The findings show that school contributes to human capital formation, professional skills acquisition, civic awareness, social cohesion and the preparation of young people for

innovation. However, limited resources, infrastructure challenges, inequalities in access and weaknesses in governance continue to restrict the full achievement of this mission.

Strengthening the education system is therefore an essential condition for sustainable development in the Democratic Republic of Congo. A better-funded and more equitable school system, adapted to the needs of society and oriented toward innovation, can become a major driver of national transformation and contribute significantly to the long-term development of Congolese society.

Keywords: human capital; citizenship; sustainable development; innovation; skills; social cohesion; education; governance.

1 INTRODUCTION

L'éducation constitue l'un des principaux fondements du développement humain et de la transformation durable des sociétés. Au-delà de la transmission des connaissances, elle participe à la formation des compétences, au développement de l'esprit critique, à l'acquisition des valeurs citoyennes et à la préparation des individus à prendre part à la vie économique et sociale. Dans cette perspective, l'école représente une institution stratégique pour toute nation qui aspire à construire un développement durable et à préparer ses citoyens aux mutations économiques, sociales, scientifiques et technologiques contemporaines [1].

Dans les pays en développement, l'éducation revêt une importance particulière en raison de son rôle dans la formation du capital humain. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée constitue un facteur déterminant pour améliorer la productivité, favoriser l'innovation et soutenir la croissance économique. L'école contribue également à réduire les inégalités en offrant aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires pour améliorer leurs possibilités d'insertion sociale et professionnelle. Ainsi, investir dans l'éducation revient à investir dans les capacités présentes et futures d'une nation [2].

En République démocratique du Congo (RDC), cette question présente un enjeu majeur. Avec une population majoritairement jeune, le pays dispose d'un potentiel humain considérable dont la valorisation dépend en grande partie de la qualité de son système éducatif. Les efforts entrepris pour améliorer l'accès à l'éducation, notamment à travers la gratuité de l'enseignement primaire, ont permis d'accroître la fréquentation scolaire. Toutefois, cette évolution demeure confrontée à plusieurs défis, notamment l'insuffisance des infrastructures, les conditions d'apprentissage, la disponibilité des ressources pédagogiques et la qualité de l'encadrement. Ces contraintes limitent encore la capacité de l'école à jouer pleinement son rôle dans la transformation du potentiel humain en véritable force de développement national [3].

Au-delà de sa fonction académique, l'école congolaise doit également être considérée comme un espace de construction de la citoyenneté, de transmission des valeurs et de cohésion sociale. Elle participe à la formation d'hommes et de femmes capables de comprendre leur environnement, de respecter les principes de la vie collective et de contribuer à la résolution des problèmes de leur communauté. Dans un contexte national marqué par de profondes disparités sociales et économiques, l'école peut ainsi constituer un instrument essentiel de rapprochement social, de responsabilisation citoyenne et de construction d'une vision commune de la nation.

Cependant, l'importance reconnue à l'école contraste encore avec les difficultés qui affectent son fonctionnement et son efficacité. La question n'est donc plus seulement celle de l'accès à l'éducation, mais également celle de sa capacité à produire des connaissances, des compétences et des valeurs correspondant aux besoins réels de la société congolaise. Il devient dès lors nécessaire de repenser la place de l'école dans les stratégies nationales de développement et de considérer l'éducation comme un investissement à long terme plutôt que comme une simple dépense sociale.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui cherche à analyser le rôle central de l'école dans la construction du développement de la nation congolaise. Elle examine sa contribution à la formation du capital humain, au développement économique et social, à la construction de la citoyenneté, à la cohésion nationale et à la préparation des jeunes aux exigences de l'innovation. La question principale qui guide cette réflexion est la suivante : **dans quelle mesure l'école peut-elle constituer un levier central du développement et de la construction de la nation congolaise ?** L'objectif est ainsi de mettre en évidence les

contributions majeures de l'institution scolaire au développement national, tout en identifiant les contraintes qui limitent son efficacité et les perspectives susceptibles de renforcer son rôle dans la transformation durable de la société congolaise.

2 MATÉRIEL ET MÉTHODES

2.1. Type et approche de l'étude

La présente étude adopte une approche descriptive et analytique visant à examiner le rôle de l'école dans le développement de la société congolaise. Elle s'intéresse particulièrement aux dimensions liées à la formation du capital humain, au développement économique et social, à la citoyenneté, à la cohésion sociale et à l'innovation. L'approche retenue permet de mettre en relation les fonctions éducatives de l'école avec les besoins de développement de la République démocratique du Congo.

2.2. Cadre de l'étude

L'étude est menée dans le contexte de la République démocratique du Congo, en considérant l'école comme une institution fondamentale du système national de développement. L'analyse prend en compte les principales fonctions assignées à l'institution scolaire ainsi que les contraintes susceptibles de réduire son efficacité. Le choix de ce cadre se justifie par l'importance de la population scolaire et par la nécessité de renforcer les capacités humaines nécessaires au développement économique, social et institutionnel du pays.

2.3. Données et sources d'information

Les données mobilisées dans cette étude sont constituées principalement d'informations documentaires relatives à l'éducation, au développement humain et aux différentes fonctions sociales de l'école. Elles portent notamment sur la formation des compétences, l'insertion sociale et professionnelle, la citoyenneté, la cohésion sociale et la capacité du système éducatif à accompagner les transformations technologiques et économiques.

Les informations retenues sont organisées autour de plusieurs dimensions d'analyse afin d'établir une relation entre les missions de l'école et les exigences du développement national.

Tableau 1. Dimensions d'analyse du rôle de l'école dans le développement national

Dimension analysée	Indicateurs considérés	Contribution attendue
Formation du capital humain	Connaissances, compétences, qualification	Amélioration des capacités productives
Développement économique	Compétences professionnelles, employabilité, entrepreneuriat	Participation à la croissance économique
Citoyenneté	Valeurs, responsabilité, esprit civique	Renforcement de la participation citoyenne
Cohésion sociale	Inclusion, égalité, solidarité	Consolidation du vivre-ensemble
Innovation	Compétences numériques, créativité, recherche	Adaptation aux transformations technologiques
Développement social	Égalité des chances, mobilité sociale	Amélioration des conditions sociales

2.4. Technique d'analyse

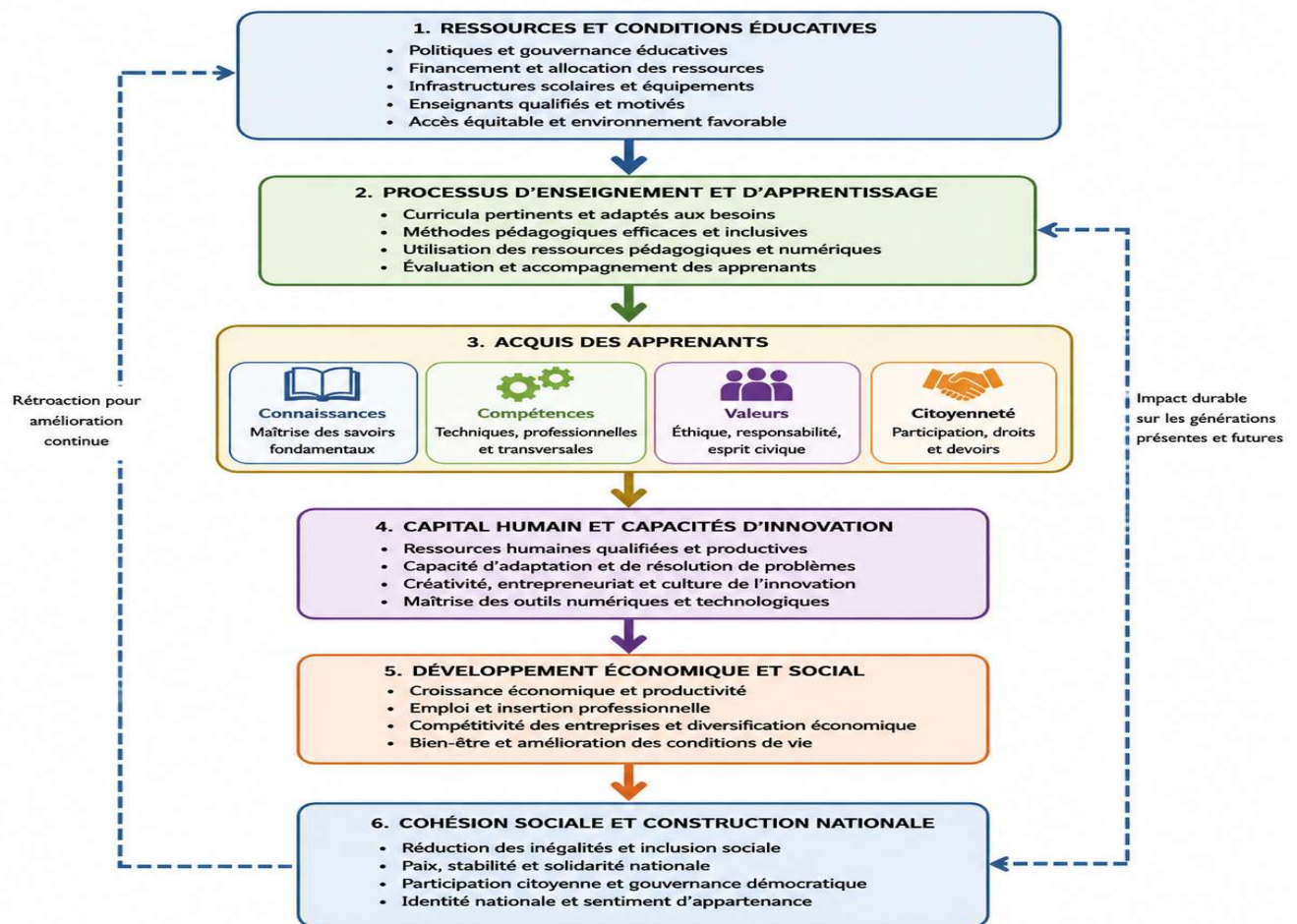
L'analyse repose sur une démarche descriptive permettant d'identifier les principales contributions de l'école au développement national, puis sur une démarche analytique destinée à examiner les relations entre l'éducation et les différentes dimensions du développement. Les informations recueillies sont regroupées par thèmes afin de faire ressortir les forces, les limites et les perspectives du système éducatif congolais.

L'analyse est structurée autour de cinq dimensions principales : la formation du capital humain, le développement économique, la construction de la citoyenneté, la cohésion sociale et l'innovation. Cette organisation permet d'éviter une conception limitée de l'école comme simple lieu de transmission des connaissances et de l'appréhender comme un instrument global de transformation de la société.

2.5. Cadre conceptuel de l'étude

Le cadre conceptuel retenu considère l'école comme une institution intermédiaire entre les politiques éducatives et les résultats attendus au niveau national. Les ressources et les conditions d'apprentissage influencent les processus éducatifs, lesquels contribuent à la formation des connaissances, des compétences et des valeurs. Ces acquis sont ensuite susceptibles de produire des effets sur le développement économique, social, citoyen et technologique.

Figure 1. Cadre conceptuel du rôle de l'école dans le développement national



2.6. Critères d'analyse

L'évaluation du rôle de l'école repose sur la capacité du système éducatif à contribuer simultanément à la formation des individus, à leur intégration dans la société et à leur participation au développement national. Une attention particulière est accordée aux facteurs susceptibles de favoriser ou de limiter cette contribution, notamment l'accessibilité de l'éducation, la qualité de la formation, les conditions d'apprentissage, l'adéquation des compétences aux besoins de la société et l'ouverture aux innovations.

Cette démarche permet ainsi de considérer l'école non seulement comme une structure éducative, mais comme un véritable levier de transformation humaine, sociale et économique de la nation congolaise.

3. RÉSULTATS

3.1. Situation des apprentissages et formation du capital humain

L'analyse documentaire met en évidence une situation préoccupante des apprentissages en République démocratique du Congo. Selon le *Learning Poverty Brief* de la Banque mondiale et de l'UNESCO, **97 % des enfants congolais en âge de fin du primaire ne maîtrisent pas suffisamment la lecture**, après prise en compte des enfants non scolarisés. La privation d'apprentissage atteint **90,8 %**, tandis que la privation de scolarisation est estimée à **63,2 %**. Le même document indique un **indice de capital humain de 0,37** et seulement **4,5 années de scolarité ajustées aux apprentissages**.

Ces résultats montrent que la présence physique des enfants à l'école ne garantit pas nécessairement l'acquisition effective des compétences fondamentales. L'enjeu du développement national ne réside donc pas uniquement dans l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés, mais également dans la capacité du système éducatif à produire des apprentissages de qualité et à transformer ces apprentissages en compétences durables.

Tableau 2. Principaux indicateurs relatifs aux apprentissages et au capital humain en RDC

Indicateur	Valeur	Signification
Pauvreté des apprentissages	97 %	Enfants n'atteignant pas le niveau minimal de lecture attendu
Privation d'apprentissage	90,8 %	Insuffisance des acquis fondamentaux chez les enfants concernés
Privation de scolarisation	63,2 %	Importance des difficultés d'accès ou de maintien dans le système scolaire
Indice de capital humain	0,37	Niveau du capital humain attendu compte tenu des conditions actuelles
Années de scolarité ajustées aux apprentissages	4,5 ans	Durée de scolarité corrigée en fonction des apprentissages effectifs

Source : World Bank–UNESCO, 2024 [4]. ([World Bank](#))

3.2. Importance de la qualité de l'enseignement et du rôle des enseignants

L'analyse montre également que la qualité des enseignants constitue une dimension déterminante de la capacité de l'école à produire les compétences nécessaires au développement national. En mars 2024, l'UNESCO et l'Agence française de développement ont annoncé en RDC un programme visant notamment à renforcer la formation des enseignants du primaire en

lecture, écriture et mathématiques, à améliorer l'accès des femmes à la profession et à renforcer le rôle des directeurs d'école. Le programme prévoit l'accompagnement de **plus de 15 000 professionnels**.

Ces actions traduisent la reconnaissance du rôle central de l'enseignant dans l'amélioration des apprentissages. Elles montrent également que le renforcement du système éducatif ne peut être limité à la construction des infrastructures scolaires : il doit intégrer la formation continue, l'accompagnement professionnel, la qualité du leadership scolaire et la disponibilité des ressources pédagogiques [5].

3.3. Accès à l'éducation et continuité des apprentissages

Les résultats mettent par ailleurs en évidence la vulnérabilité du système éducatif congolais face aux crises sécuritaires et aux déplacements de populations. Dans l'est de la RDC, l'UNICEF rapportait en février 2025 que **330 000 enfants supplémentaires** avaient été privés d'école à la suite de l'intensification des violences, tandis que plus de **2 500 écoles et espaces d'apprentissage** avaient été fermés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

La situation apparaît également critique en Ituri. En mai 2025, plus de **290 écoles avaient été endommagées ou détruites**, privant environ **130 000 enfants supplémentaires** de la possibilité de suivre les cours ; le nombre total d'enfants déscolarisés dans cette province dépassait alors 1,3 million.

Ces données montrent que l'école congolaise remplit sa fonction de développement dans un environnement où la continuité éducative reste fortement dépendante des conditions sociales, économiques et sécuritaires [6].

3.4. École, citoyenneté et cohésion sociale

L'analyse documentaire fait également ressortir la fonction de l'école dans la construction de la citoyenneté et de l'identité nationale. Le système éducatif constitue un espace dans lequel sont transmis non seulement des connaissances, mais également des valeurs, des comportements et des références permettant aux apprenants de participer à la vie collective. Le rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO souligne notamment que les systèmes éducatifs peuvent contribuer à la construction de la citoyenneté et de l'identité nationale.

Dans le contexte congolais, cette fonction revêt une importance particulière. L'école peut favoriser le respect de l'autre, le dialogue, la responsabilité individuelle et collective ainsi que la participation à la vie de la communauté. Elle apparaît ainsi comme un espace potentiel de consolidation du vivre-ensemble et de préparation des jeunes à exercer leurs responsabilités citoyennes [7].

3.5. Éducation, compétences numériques et innovation

Les résultats montrent enfin que le rôle de l'école évolue avec les transformations technologiques. L'intégration des technologies numériques dans l'enseignement peut contribuer à diversifier les méthodes pédagogiques, améliorer l'accès aux ressources éducatives et préparer les apprenants aux compétences recherchées dans une économie de plus en plus numérique. En RDC, l'UNESCO souligne d'ailleurs la nécessité d'accroître l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement et l'apprentissage, notamment en raison de l'évolution des métiers vers une utilisation croissante des TIC.

Cette orientation rejoint les initiatives internationales visant à faire du numérique un levier d'amélioration de l'équité, de la qualité et de la pertinence des apprentissages. L'UNESCO recommande toutefois que la transformation numérique soit adaptée aux contextes nationaux et qu'elle demeure centrée sur les besoins des apprenants [8].

Tableau 3. Synthèse des principaux résultats de l'analyse

Dimension	Résultat principal	Enjeu pour le développement national
Apprentissages	Niveau très élevé de pauvreté des apprentissages	Renforcement de la qualité de l'enseignement
Capital humain	HCI de 0,37 et 4,5 années de scolarité ajustées	Amélioration des compétences productives
Enseignants	Besoin de formation et d'accompagnement renforcés	Professionnalisation du système éducatif
Accès	Déscolarisation accentuée par les conflits	Continuité et équité de l'éducation
Citoyenneté	Contribution à la formation des valeurs et de l'identité collective	Cohésion sociale et responsabilité citoyenne
Numérique	Nécessité d'intégrer les TIC dans l'apprentissage	Innovation et adaptation aux nouveaux métiers

3.6. Synthèse des résultats

Dans l'ensemble, les résultats de l'analyse montrent que **l'école constitue effectivement un levier multidimensionnel du développement national**, mais que son potentiel demeure limité par la faiblesse des apprentissages, les difficultés d'accès et de continuité scolaire, les contraintes liées à la qualité de l'enseignement et les disparités territoriales.

L'école congolaise apparaît ainsi au croisement de plusieurs processus : **formation du capital humain, développement des compétences, construction de la citoyenneté, cohésion sociale et préparation à l'innovation**. Toutefois, ces fonctions ne peuvent produire leurs effets de manière optimale que si les conditions nécessaires à la qualité et à la continuité de l'éducation sont réunies.

4. DISCUSSION

4.1. L'école comme fondement du capital humain

Les résultats obtenus montrent que la contribution de l'école au développement national dépend avant tout de sa capacité à produire des apprentissages effectifs. Le niveau particulièrement élevé de pauvreté des apprentissages observé en RDC [4] révèle que l'augmentation de la scolarisation ne suffit pas à elle seule à garantir la constitution d'un capital humain capable de soutenir durablement le développement.

Cette situation confirme l'importance d'une approche de l'éducation centrée sur les compétences réellement acquises par les apprenants. Le capital humain ne se limite pas au nombre d'années passées à l'école ; il repose également sur les connaissances, les compétences et les capacités que les individus peuvent mobiliser dans leur vie professionnelle, économique et sociale. La Banque mondiale considère d'ailleurs le capital humain comme un facteur essentiel permettant aux individus de réaliser leur potentiel et de contribuer à la croissance économique. Dans le cas de la RDC, l'amélioration de l'éducation doit donc être envisagée comme un investissement directement lié à la productivité future de la population [9].

4.2. De l'accès à l'éducation à la qualité des apprentissages

L'analyse met également en évidence une distinction fondamentale entre **accès à l'école et qualité de l'éducation**. Les politiques d'expansion de la scolarisation constituent une avancée importante, mais elles doivent être accompagnées d'investissements

permettant d'améliorer les conditions d'apprentissage, les infrastructures, les ressources pédagogiques et surtout les compétences des enseignants.

Cette observation rejoint les orientations du système éducatif congolais relevées par l'UNESCO, qui identifie notamment la formation et l'accompagnement des enseignants comme des leviers majeurs d'amélioration des résultats scolaires [5]. La qualité de l'éducation apparaît ainsi comme le résultat d'un ensemble interdépendant de facteurs plutôt que comme la conséquence d'une seule intervention.

L'enjeu pour la RDC consiste donc à passer progressivement d'une logique principalement quantitative, centrée sur l'accès et la scolarisation, à une logique davantage qualitative, centrée sur les apprentissages, les compétences et la pertinence des formations.

4.3. L'école face aux inégalités et aux crises

Les résultats relatifs à la fermeture des établissements scolaires dans les zones affectées par les conflits [6] montrent que l'école congolaise ne peut être analysée indépendamment de son environnement social et sécuritaire. Les crises perturbent la continuité des apprentissages, fragilisent les infrastructures et exposent les enfants à des risques de déscolarisation durable.

Cette réalité est particulièrement importante dans un pays caractérisé par de fortes disparités territoriales. L'école peut contribuer à réduire les inégalités, mais elle peut également les reproduire lorsque certaines catégories d'enfants disposent de conditions d'apprentissage nettement plus favorables que d'autres.

Les interventions éducatives doivent dès lors accorder une attention particulière aux populations vulnérables, aux zones rurales et aux territoires affectés par les conflits. L'objectif ne devrait pas seulement être de maintenir les effectifs scolaires, mais également de garantir une **égalité minimale des possibilités d'apprentissage**.

4.4. Le rôle de l'école dans la construction de la nation

Au-delà de sa dimension économique, l'école possède une fonction sociale et citoyenne fondamentale. Les résultats montrent qu'elle constitue un espace de transmission des valeurs, de socialisation et de préparation à la participation à la vie collective [7].

Cette fonction prend une importance particulière dans le contexte de la RDC, où la construction d'une cohésion nationale durable demeure étroitement liée à la capacité des institutions à transmettre des valeurs communes tout en respectant la diversité culturelle et sociale. L'école peut contribuer à ce processus en développant chez les jeunes le sens des responsabilités, le respect des règles communes, la tolérance, le dialogue et la participation citoyenne.

La contribution de l'école à la construction nationale ne doit donc pas être réduite à la préparation à l'emploi. Elle concerne également la formation de citoyens capables de participer de manière responsable au fonctionnement des institutions et au développement de leur communauté.

4.5. Éducation, innovation et transformation numérique

La transformation numérique constitue une autre dimension importante du rôle futur de l'école. Les résultats ont montré l'importance croissante des compétences numériques et de l'adaptation des systèmes éducatifs aux mutations technologiques [8]. Cette évolution est particulièrement pertinente pour la RDC, dont le développement économique nécessite progressivement une main-d'œuvre capable d'utiliser les technologies dans différents secteurs.

L'UNESCO inscrit d'ailleurs la transformation numérique parmi les orientations permettant de rendre les apprentissages plus inclusifs, efficaces et pertinents. En RDC, cette orientation doit cependant tenir compte des contraintes liées aux infrastructures, à l'accès à Internet, à l'électricité, aux équipements et à la formation des enseignants [10].

L'intégration du numérique ne devrait donc pas être considérée comme une simple modernisation des équipements scolaires. Elle devrait être conçue comme une transformation pédagogique permettant de développer la créativité, la résolution de problèmes, l'autonomie, la collaboration et les compétences nécessaires aux nouveaux environnements professionnels.

4.6. Vers une politique éducative intégrée au développement national

La principale implication de cette étude est que la politique éducative ne devrait pas être considérée comme un secteur isolé. L'éducation entretient des relations étroites avec l'emploi, la productivité, l'innovation, la citoyenneté, la réduction des inégalités et la cohésion sociale.

Les travaux consacrés à l'éducation des filles en RDC montrent notamment que l'amélioration de l'apprentissage, l'autonomisation et la création d'environnements scolaires sûrs constituent des dimensions complémentaires de la formation du capital humain [11].

Ainsi, renforcer le rôle de l'école dans le développement national suppose une politique cohérente articulant **accès, qualité, équité, formation des enseignants, infrastructures, compétences professionnelles, numérique et citoyenneté**. Une telle approche permettrait de rapprocher davantage les finalités de l'éducation des besoins réels de la société congolaise.

Tableau 4. Principales implications pour le renforcement du rôle de l'école

Problématique	Constat principal	Orientation proposée
Apprentissages	Niveau insuffisant des acquis fondamentaux	Prioriser la qualité des apprentissages
Enseignants	Besoin de formation et d'accompagnement	Renforcer la professionnalisation
Inégalités	Disparités d'accès et de conditions scolaires	Développer des politiques éducatives équitables
Crises	Interruptions de la scolarité dans certaines zones	Renforcer la résilience du système éducatif
Citoyenneté	Fonction sociale et civique de l'école	Développer l'éducation à la citoyenneté
Numérique	Transformation des besoins en compétences	Intégrer progressivement les compétences numériques
Développement	Faible articulation entre formation et besoins nationaux	Adapter les curricula aux réalités économiques et sociales

4.7. Portée et limites de l'étude

Cette étude présente l'intérêt de mettre en relation plusieurs dimensions du rôle de l'école — éducative, économique, sociale, citoyenne et technologique — afin d'appréhender sa contribution globale au développement de la RDC. Toutefois, son caractère principalement documentaire et analytique constitue également une limite. Les résultats présentés ne reposent pas sur une enquête primaire menée directement auprès des établissements scolaires, des enseignants ou des apprenants.

De futures recherches pourraient donc compléter cette analyse par des enquêtes de terrain permettant de mesurer, dans différents contextes provinciaux, la relation entre qualité de l'éducation, compétences acquises, insertion professionnelle, citoyenneté et développement local.

5. CONCLUSION

L'analyse menée dans cette étude montre que l'école occupe une position centrale dans la construction du développement de la nation congolaise. Elle ne constitue pas uniquement un espace de transmission des connaissances, mais également un instrument de formation du capital humain, de développement des compétences, de construction de la citoyenneté, de cohésion sociale et de

préparation aux transformations économiques et technologiques. Cette vision rejoint l'approche selon laquelle l'éducation constitue à la fois une finalité du développement et un moyen essentiel de parvenir à un développement durable.

Les résultats mettent toutefois en évidence un paradoxe important en République démocratique du Congo. Alors que l'accès à l'éducation s'est progressivement élargi, notamment avec la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire, les acquis scolaires demeurent insuffisants. La pauvreté des apprentissages, les difficultés liées aux infrastructures et aux ressources pédagogiques, les insuffisances dans la formation des enseignants ainsi que les interruptions de la scolarité dans les zones affectées par les conflits limitent encore la capacité de l'école à produire pleinement les effets attendus sur le développement national. La situation des apprentissages constitue ainsi l'un des principaux défis à relever.

L'étude montre également que le renforcement de l'école congolaise doit dépasser la seule question de l'accès. Il doit porter simultanément sur **la qualité des apprentissages, la formation et l'accompagnement des enseignants, l'équité, les infrastructures, la gouvernance scolaire, la continuité éducative et l'intégration des compétences numériques**. Les initiatives récentes consacrées à la formation des enseignants et à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage vont dans cette direction.

En définitive, faire de l'école un véritable **fleuron de la société congolaise** suppose d'en faire une priorité durable de la politique nationale. Une école accessible, équitable, de qualité, inclusive et orientée vers l'innovation peut contribuer à transformer le potentiel démographique de la RDC en capital humain productif et responsable. Elle peut également participer à la construction d'une citoyenneté active, au renforcement de la cohésion sociale et à la préparation des générations futures aux exigences du développement durable.

Ainsi, **le développement durable de la République démocratique du Congo ne pourra être pleinement réalisé sans un système éducatif capable non seulement de scolariser les enfants, mais surtout de leur permettre d'apprendre, de développer leurs compétences, d'innover et de participer activement à la construction de la nation**. Cette transformation nécessite une responsabilité partagée entre l'État, les établissements scolaires, les enseignants, les familles, les communautés, le secteur privé et les partenaires du développement.

RÉFÉRENCES

Remarque importante : conformément aux recommandations du modèle de la revue, les références sont présentées dans l'ordre de leur première apparition dans le texte et utilisent la numérotation entre crochets.

- [1] UNESCO. *Sustainable Development Begins with Education: How Education Can Contribute to the Proposed Post-2015 Goals*. Paris: UNESCO; 2014. (UNESCO)
- [2] World Bank. *Accelerating Learning Measurement for Action (ALMA)*. Washington, DC: World Bank; 2024. (Banque Mondiale)
- [3] World Bank. *Democratic Republic of Congo: Expanding and Equipping Primary School Classrooms for Better Learning Outcomes*. Washington, DC: World Bank; 2024. (Banque Mondiale)
- [4] World Bank. *Congo, Dem. Rep. Learning Poverty Brief*. Washington, DC: World Bank; 2024. (Institut UNESCO Capacités Afrique)
- [5] UNESCO. *République démocratique du Congo : l'UNESCO et l'AFD s'engagent pour mieux former et soutenir les enseignants*. Paris: UNESCO; 2024. (UNESCO)
- [6] UNICEF. *Des milliers d'enfants supplémentaires privés d'éducation alors que la crise s'aggrave dans l'est de la RDC*. Kinshasa: UNICEF; 2025. (UNICEF)
- [7] Global Education Monitoring Report Team. *Leadership in Education: Lead for Learning. 2024/5 Global Education Monitoring Report*. Paris: UNESCO; 2024. (UNESCO)

- [8] UNESCO. *Lancement d'un cadre commun pour guider la transformation numérique de l'éducation*. Paris: UNESCO; 2024. (UNESCO)
- [9] World Bank. *Human Capital Country Brief: Democratic Republic of Congo*. Washington, DC: World Bank; 2023. (World Bank Docs)
- [10] UNESCO. *Kinshasa : première réunion du Groupe Thématique Education*. Kinshasa: UNESCO; 2024. (UNESCO)
- [11] World Bank. *Empowering Girls and Enhancing Learning in the Democratic Republic of Congo*. Washington, DC: World Bank; 2023. (Banque Mondiale)